

Crise écologique: citoyennetés en lutte et éducation

Struggling citizenship and education in the context of ecological crisis

Sous la direction de : Marco Barroca-Paccard¹ et Stéphanie Demers²

¹ Université du Québec en Outaouais (Canada), Laboratoire CREN, marco.barroca-paccard@uqo.ca

² Université du Québec en Outaouais (Canada), Laboratoire CREN, stephanie.demers@uqo.ca

RÉSUMÉ. L'éducation à la citoyenneté des enfants et des adolescents d'âge scolaire a surtout été abordée sous l'angle des disciplines scolaires concevant les jeunes comme des citoyens «en devenir» appelés à maîtriser des savoirs avant d'exercer leur citoyenneté. De son côté, l'éducation à l'environnement, dans son virage vers le développement durable, s'est parfois centré sur une conception individualiste des écogestes en laissant à distance l'imperatif d'une action citoyenne écologique collective et militante. Face à ces limites institutionnelles de l'éducation à la citoyenneté, à l'environnement et au développement durable, cette introduction présente les grandes questions posées par ce contexte et présente les articles rassemblés dans ce numéro spécial qui contribuent à éclairer les horizons encore flous d'une éducation à une citoyenneté écologiste.

ABSTRACT. Citizenship education for school age children and adolescents has mostly been explored from a disciplinary perspective, and based on the idea that youth are future citizens who must first acquire knowledge before they can exercise their citizenship. For its part, environmental education inscribed within a sustainable development framework has at times restricted itself to an individualistic, small acts perspective, thus distancing itself from the imperative of collective and militant eco-citizenship action. This introduction aims to question the institutional limits to citizenship and environmental education, as well as education for sustainable development, and to introduce papers which propose ways to expand the still uncertain horizons of an ecologist citizenship education.

MOTS-CLÉS. Education au développement durable, Éducation à la citoyenneté, Postures épistémologiques, Engagement, Adolescents.

KEYWORDS. Education for sustainable development, Citizenship education, Epistemological postures, Engagement, Adolescents.

Edgar Morin (1968) soulignait que le concept de crise nous réfère à des «concentrés explosifs, instables, riches de phénomènes involutifs-évolutifs qui, à un certain degré, deviennent révolutionnaires» (p. 5). Si elle révèle ainsi «des réalités latentes et souterraines, invisibles en temps dit normal» la crise exige, comme phénomène conflictuel, de reconnaître la nécessité de changement dans le rapport de l'humain à la vie sociale. Toute crise serait ainsi nécessairement ontologique et ne pourrait se résorber sans conscience des dimensions de sa nature conflictuelle ni sans exercice de pouvoir susceptible d'invoquer/provoquer un changement. Dans le cadre de la crise écologique, les concepts de conscience et de pouvoir se déploient au regard du rapport que la personne, comme membre d'une collectivité, entretient à l'égard des actions destructrices de cette collectivité envers le monde naturel et social à la fois (Monnier, 2009). En a-t-elle conscience ? Se reconnaît-elle comme sujet agissant sur le monde ? Dispose-t-elle des possibilités d'exercer un pouvoir, des savoirs requis pour le faire ? En d'autres mots, est-elle *citoyenne* qui prend part *active* à la résolution des conflits qui marquent la crise écologique ?

Ce qu'ont notamment démontré les jeunes impliqués dans l'organisation et la réalisation des grèves contre l'inaction étatique face aux enjeux climatiques, c'est qu'ils ont conscience de la crise et de la menace existentielle qui lui est inhérente, et disposent de savoirs qui éclairent leur conscience et leur rapport critique aux conflits de la crise, d'une part, et que d'autre part, l'exercice de leur citoyenneté et l'action politique qu'elle implique ne saurait attendre qu'ils soient formellement reconnus comme citoyens.

Ces jeunes citoyens en action sont-ils représentatifs de leur génération ? Comment les jeunes en général perçoivent-ils leur citoyenneté, leur pouvoir dans le contexte de crise écologique que nous

connaissons actuellement ? Qu'en est-il de propositions scolaires ? Facilitent-elles la conscience de la crise écologique ? Les savoirs requis pour prendre position ? Le passage vers une citoyenneté active et engagée pour confronter et résorber la crise ?

La citoyenneté des enfants et des adolescents d'âge scolaire a surtout été abordée par la recherche sous l'angle de l'éducation à la citoyenneté. L'inclusion formelle de cette « *éducation à* » dans les programmes scolaires a favorisé l'éclosion de recherches portant autant sur les cadres normatifs d'une telle éducation que sur sa didactique et ses effets. Parmi les constats les plus récurrents sur les formes que prend l'éducation à la citoyenneté en contexte scolaire des trois dernières décennies se trouve la prépondérance de la transmission de «faits» au sujet des institutions, de simulation d'action en leur sein et de la mise en suspens de la citoyenneté des enfants et des jeunes, conçus comme citoyens «en devenir» appelés à maîtriser les codes existants d'une citoyenneté future envisagée selon des conventions figées, non problématisées. Or, cette attente imposée soulève la question de la marginalisation politique « des personnes qui seront matériellement et existentiellement menacées par les décisions et actions d'autres individus, compagnies ou États » dans un avenir rapproché (O'Brien, Selboe et Hayward, 2018, p. 43). Les défis de la crise écologique, soulignent O'Brien, Selboe et Hayward, impliqueraient conséquemment de dépasser la question de la participation des jeunes dans la prise de décisions visant à résorber les conflits qui composent la crise afin d'envisager « comment les jeunes peuvent contester les normes, pratiques sociales, décisions et actions qui perpétuent le « *business-as-usual* » et ses impacts sur le monde (*ibid.*). Corner et al. (2015) ainsi que Reis (2020) constatent toutefois que les jeunes ne considèrent pas disposer du pouvoir pour participer à la prise de décisions concernant la crise écologique et que les programmes scolaires, notamment, n'offrent que rarement les conditions d'un engagement citoyen effectif des jeunes: le développement d'un rapport aux savoirs critique et la reconnaissance de leur capacité à construire le savoir, l'examen critique et la prise de position face aux controverses socioscientifiques et des structures de pouvoir qui les sous-tendent, le développement du pouvoir d'action sociopolitique. Au-delà de transmettre des savoirs relatifs à la crise écologique et d'inciter les jeunes à participer - plus tard, lorsqu'ils seront adultes - aux actions collectives pour y répondre, notamment par le biais de simulations, Reis (2000) appelle à la formation de militants écologistes.

De son côté, l'éducation à l'environnement, dans son virage vers le développement durable, a largement mis de l'avant la notion de citoyen participatif, alimentée par les injonctions des organisations supranationales (comme l'ONU et l'UNESCO, entre autres). Ces dernières inciteraient les citoyens à considérer les actions individuelles et locales comme la base d'un engagement écologiste, tout en privilégiant également une éducation à la compréhension commune et à la solidarité. La sensibilité écologique semble devenue dans la société quelque chose de partagé par tous les mouvements politiques et sociaux, ce qui a contribué à refroidir cette question « chaude », à diluer la remise en question du modèle productiviste et extractiviste qui la sous-tend. Bien que la dimension pratique de l'éducation à l'environnement et au développement durable comporte des potentialités d'action, une conception individualiste de l'écocitoyenneté peut masquer (i) les forces structurales, économiques et politiques qui agissent de façon prépondérante dans la détérioration de l'environnement et (ii) l'impératif d'une action citoyenne écologique collective et militante, voire cosmopolite.

Face aux limites institutionnelles de l'éducation à la citoyenneté, à l'environnement et au développement durable, il nous semble juste d'interroger la place que prennent l'action collective et militante, la dimension économico-politique, l'examen critique et la prise en compte de son rapport au monde par l'élève dans ces *éducations à*. L'école, la forme et les programmes scolaires et les postures épistémologiques qu'ils promeuvent permettent-ils d'atteindre pareille finalité ? Est-ce souhaitable ? Qu'en est-il des activités d'apprentissage qui seraient favorables au développement des deux piliers d'une telle finalité, soit la conscience et le pouvoir d'action ?

Les articles rassemblés dans ce numéro spécial offrent certaines pistes de réponses à ces questions et contribuent à éclairer les horizons encore flous d'une éducation à une citoyenneté écologiste.

Le projet «Éducation interculturelle à l'environnement et au développement durable (EIEDD)» fait l'objet de 4 articles dans ce numéro spécial. Rassemblant chercheurs, enseignants et élèves de la France et du Québec autour de la façon du rapport que des jeunes entretiennent au développement durable d'un fleuve qu'ils côtoient dans leur environnement proximal. Inscrit dans le courant de l'éducation interculturelle à l'environnement et au développement durable, ce projet novateur comportait en fait quatre études comparatives distinctes. Un autre article, indépendant de ce projet développe une réflexion théorique pour développer un modèle d'enseignement des questions environnementales qui articule savoirs, valeurs et actions à travers la mise en place d'un enseignement problématisé

La première, présentée par Marco Barroca-Paccard, Faouzia Kalali et Agnieszka Jeziorski, repose sur les entretiens réalisés auprès de 59 élèves dans trois établissements scolaires secondaires en France. L'analyse porte sur le vécu du projet, sur le rapport aux savoirs écologiques et à la nature, ainsi qu'à l'ancrage territorial et à la protection du fleuve. L'utilisation de la théorie de rapport au savoir permet de voir comment le rapport au savoir dans ses dimensions épistémique, identitaire et sociale influence la perception et la participation au projet des élèves. Il en ressort à la fois la grande diversité des vécus à l'échelle individuelle et quelques invariants comme l'intérêt d'approches qui dépassent la forme scolaire coutumière et qui s'ancrent dans la réalité locale à la fois géographique et vécue par les élèves.

La seconde étude, présentée par Frédéric Torterat, Jean-Marc Lange et Agnieszka Jeziorski, se penche sur les récits d'élèves français de 14 à 17 ans, en milieu urbain et semi-urbain jouxtant la Seine, sur les enjeux de durabilité/ soutenabilité et leur propre vécu à l'égard des enjeux environnementaux. Basés sur une analyse socio-discursive des entretiens, les résultats interrogent à la fois le rapport que les jeunes entretiennent au territoire et à l'environnement immédiat, les thèmes du développement durable, de la consommation et de la pollution, ainsi que leur sentiment d'agentivité à l'égard de leur environnement. Ce travail montre l'hétérogénéité des discours des jeunes loin d'un récit structuré qui aurait pu se construire dans un cadre scolaire.

La troisième étude présentée par Jean-Marc Lange et Angela Barthes visait à dégager les déterminants de l'engagement des jeunes Français à l'égard des enjeux de durabilité/soutenabilité. Les chercheurs proposent d'aborder les paramètres de l'engagement de l'élève «auteur» - initialement pensé par Ardoino - par le biais d'un questionnaire interrogeant 12 variables qui leur sont associées. L'analyse des données a permis de dégager cinq profils d'engagement des jeunes relatifs aux enjeux de durabilité/soutenabilité et d'identifier la place que peuvent occuper les inhibitions épistémiques et sociales, ainsi que les dimensions éthiques de la conviction ou de la responsabilité dans l'engagement à l'égard de la crise écologique.

La quatrième étude d'Olivier Morin, Angela Barthes et Jean-Marc Lange explore pour sa part les enjeux sociocognitifs de l'engagement, visant à « préciser les caractéristiques sociologiques et territoriales, mais aussi cognitives relevant des profils de l'engagement de ces jeunes ». Le travail repose sur le croisement entre la typologie de l'engagement des jeunes en milieu scolaire, le rapport aux savoirs et au territoire et les caractéristiques des raisonnements socio scientifiques mis en œuvre à propos des enjeux de durabilité de leur territoire. Les résultats obtenus conduisent les auteures à proposer un modèle des dynamiques d'engagement permettant d'envisager des stratégies socio-didactiques contextualisées plus efficientes pour aborder l'éducation aux questions environnementales et de développement.

Le cinquième article de Marco Barroca-Paccard propose un nouveau modèle pour une éducation à l'environnement et à un développement durable basé sur la construction et le travail de problèmes dans le cadre de la problématisation des savoirs. Ce modèle repose sur les liens entre données du registre empirique, valeur intrinsèque et actions (au sens de réponses envisagées face à un problème à l'étude). Un exemple basé sur la préservation de la biodiversité réalisé dans une classe de secondaire en France permet de montrer l'intérêt potentiel du modèle.

Les articles présentés dans ce numéro susciteront l'attention autant des chercheurs préoccupés par les enjeux de citoyenneté en général que ceux qui s'intéressent à l'éducation au développement durable et à l'écocitoyenneté. Les résultats de recherches proposent par ailleurs des modèles et concepts féconds, à partir desquels d'autres recherches pourront se formuler. En cette période de crise systémique, il est souhaité que ce numéro puisse contribuer à la réflexion sur l'engagement et la mobilisation des jeunes comme levier d'actions collectives porteuses de solutions.

Références

- Corner, A., Roberts, O., Chiari, S., Völler, S., Mayrhuber, E. S., Mandl, S. et Monson, K. (2015). How do young people engage with climate change? The role of knowledge, values, message framing, and trusted communicators. *WIREs Climate Change*, 6, 523-534. doi:[10.1002/wcc.353](https://doi.org/10.1002/wcc.353)
- Monnier, C. (2009). Crise écologique, crise ontologique: Les représentations de la nature et de l'Homme du point de vue de l'inconscient. *Le sociographe*, 29(2), 41-46.
- Morin, E. (1968). Pour une sociologie de la crise. *Communications*, 12, 2-16.
- O'Brien, K., Selboe, E. et Hayward, B. M. (2018). Exploring Youth Activism on Climate Change: Dutiful, Disruptive, and Dangerous Dissent. *Ecology and Society*, 23(3). doi: 10.5751/ES-10287-230342
- Reis, P. (2020). Environmental Citizenship and Youth Activism. In Hadjichambis A. et al. (eds) *Conceptualizing Environmental Citizenship for 21st Century Education. Environmental Discourses in Science Education*, vol 4. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-20249-1_9